

CIFP

Country Indicators for Foreign Policy

<http://www.carleton.ca/cifp/>

Schéma d'évaluation des risques

Préparé par:

Susan Ampleford, David Carment, George Conway et Angelica Ospina

Avec le soutien généreux de l'Agence canadienne de développement international



**forum on early warning
and early response**

Version préliminaire, ne pas citer sans permission. © Août 2001.

Réactions et commentaires sont les bienvenus et peuvent être envoyés à: cifp@carleton.ca

INTRODUCTION:

Le projet du CIFP a été entrepris en 1997 par le Ministère des affaires étrangères et du commerce international (MAECI) et le Norman Paterson School of International Affairs. Le projet a pour but d'identifier et de rassembler des informations sous forme de statistique portant sur les éléments clés des milieux politiques, économiques, sociaux et culturels des pays à travers le monde.

Le CIFP a recueilli les données dans plusieurs pays afin que celles-ci puissent servir aux ministères, aux ONG ainsi qu'aux particuliers dans le secteur privé. Cet ensemble de données fournit des perspectives sur des sujets spécifiques ainsi que des renseignements instantanés sur la situation globale mondiale, et sur la méthode d'évaluation des performances d'un pays. Actuellement, ces données rendent compte des conflits armés domestiques, de la gestion des affaires publiques et de l'instabilité politique, du taux de militarisation, de la diversité religieuse et ethnique, des problèmes démographiques, des performances économiques, du développement humain, des problèmes environnementaux, ainsi que des liens internationaux.

La base de données du CIFP comprend actuellement des statistiques sur les domaines problématiques mentionnés ci-dessus, sous la forme de plus de 100 indicateurs de performance pour 196 pays, couvrant une période de quinze ans (1985 à 2000) pour la plupart des indicateurs. Ceux-ci sont tirés de sources différentes comme la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et les ensembles de données de l'Université du Maryland intitulés « Minorities at Risk » et « POLITY IV ».

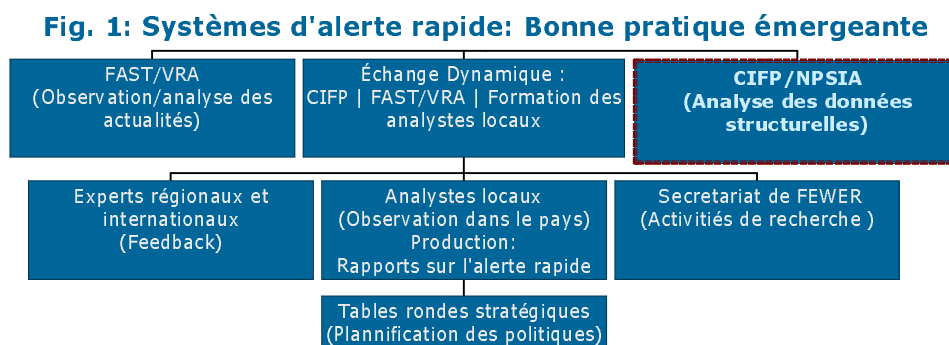
Actuellement, avec le généreux soutien de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le CIFP a commencé à travailler sur un projet pilote en partenariat avec le Forum on Early Warning and Early Response (FEWER). Ce projet a pour but d'établir un plan de travail portant sur les communications, la collecte et l'échange d'informations et une coordination efficace entre le CIFP, l'agence centrale du FEWER ainsi que les membres de ce réseau sur le terrain. Ce projet vise également la conception d'un système « bonne pratique » de détection précoce des conflits (système d'alerte rapide) qui impliquerait les différents membres du réseau FEWER.

SYSTÈMES D'ALERTE RAPIDE: UNE BONNE PRATIQUE:

Suite à la création de FEWER en juin 1997, des activités expérimentales d'alerte rapide furent entreprises dans les régions des Grands Lacs et du Caucase. De plus, des recherches ont été menées afin d'analyser et de finir ce qui serait une « bonne pratique » pour détecter des conflits. Après ses mises en pratique et ses recherches, FEWER a conclu que l'alerte rapide efficace exigeait l'utilisation d'une importante gamme de sources d'information et de méthodes analytiques, y compris : (i) une analyse locale (analyse d'événements et de points de vue non couverts par les médias); (ii) se tenir informé sur l'actualité (ou infos événements); et (iii) des informations structurelles (telles que les indicateurs concernant l'économie et le développement d'un pays).

Ce système « bonne pratique » d'alerte rapide des conflits dont FEWER a exposé les grandes

lignes souligne le rôle joué par différents organismes du réseau FEWER ainsi que la valeur apporté par ceux-ci. On a notamment reconnu le rôle important du CIFP pour avoir procuré des informations structurelles et une analyse sur les facteurs pouvant engendrer la paix ou les conflits. Des systèmes d'observation d'événements, tels que ceux fournis par FAST à la Fondation suisse pour la paix sont en mesure de procurer des perspectives en temps réel sur le flot des événements. Des organismes locaux dans les régions « à risque » sont en mesure d'estimer l'importance des différents indicateurs et de comprendre les programmes et les plaintes des principaux dépositaires. Un tel système « bonne pratique » d'alerte rapide est illustré Figure 1.



En plus du travail effectué dans les régions des Grands Lacs et du Caucase, les membres de FEWER mettent en place des réseaux « bonnes pratiques » en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est, en concentrant plus particulièrement leur attention sur les pays du Bassin de la rivière Mano ainsi que sur la Sénégalie en Afrique de l'Ouest, en plus du Cambodge, l'Indonésie et les Philippines en Asie du Sud-Est. L'orientation actuelle du CIFP est de faciliter l'établissement de ces nouveaux réseaux et pour ce faire, le CIFP procure des informations structurelles ainsi que des analyses qui viendront en complément des analyses locales fournies par les membres du réseau FEWER sur le terrain ainsi que des « informations événements » recueillies par FAST. Le projet pilote insistera également sur la formation analytique et la « capacité à construire » des analystes locaux participant au réseau FEWER.

L'ÉVALUATION DES RISQUES ET L'ALERTE RAPIDE:

Dans le cadre de sa contribution à ces nouveaux réseaux, le CIFP sort des rapports sur l'évaluation structurelle des risques pour les deux régions cibles. Ces rapports ont pour but de précéder et de servir de référence pour des rapports ultérieurs d'alerte rapide spécifiques à un pays qui intégreront les différentes sources d'informations et les méthodes analytiques. À cet égard, « l'évaluation des risques » et « l'alerte rapide » sont considérées comme deux modes d'analyse complémentaires mais distincts, pouvant être différenciées en plusieurs points importants. Par exemple, Gurr et Marshall distinguent l'évaluation des risques et l'alerte rapide comme suit :

L'évaluation des risques...identifie les situations réunissant les conditions nécessaires à un certain type de conflit. Elles ne prévoient rien dans le sens où on l'entend habituellement par « prévisions » ou « prévoir à l'avance » car les risques sont évalués sur les bases d'antécédents et sur ce qui se passe—conditions qui déterminent la potentialité de conflit. La concrétisation ou non des risques dépend de la stabilité de ces préconditions ainsi que de

l'occurrence éventuelle d'événements accélérateurs ou déclencheurs. Au contraire, les détections précoces proviennent de l'observation des événements politiques en portant particulièrement attention aux actions sensibles de déclencher un conflit dans des situations à haut risque. L'évaluation des risques fournit le contexte. Les alertes rapides indiquent que le début du conflit (dans une situation à haut risque) est fort probable et imminent.¹

L'évaluation des risques précède et complimente l'alerte rapide en identifiant les conditions qui constituent un risque de crise potentielle ou de conflit. Elles concentrent l'attention des analystes et des observateurs sur des situations à haut risque avant que celles-ci ne se développent complètement et elles procurent un cadre d'interprétation des résultats d'événements étudiés à temps réel.

Alors que le but initial de l'évaluation des risques est de diagnostiquer une situation plutôt que de concevoir des solutions, l'alerte rapide est un processus dont l'objectif est de déterminer avec précision des stratégies préventives appropriées et innovatrices. Par conséquent, FEWER définit l'alerte rapide comme une accumulation et une analyse systématiques d'informations dans le but d'anticiper l'intensification de la violence, de développer des réponses stratégiques à ces crises et de présenter des options aux acteurs cruciaux afin qu'ils puissent prendre des décisions et trouver des solutions.

La pertinence de cette politique découle du fait que ces systèmes de prévention des conflits ne servent pas exclusivement à analyser une crise mais permettent également d'évaluer les capacités, les besoins et les actions nécessaires afin de gérer une crise. L'objectif principal de la prévention est donc non seulement d'identifier des problèmes éventuels mais aussi de susciter la volonté politique nécessaire afin qu'une action préventive soit entreprise. Par conséquent, l'alerte rapide représente un processus politique pro-actif au moyen duquel des réseaux d'organisations (comme FEWER) dirigent une analyse dans un souci collectif d'éviter d'éventuels conflits.

INDICATEURS STRUCTURELS DE CONFLITS POTENTIELS :

Afin d'établir un schéma d'analyse pour l'émergence de la violence, il est nécessaire de comprendre le développement typique d'une crise et quels efforts possibles de prévention peuvent alors être efficaces. En général, les facteurs contribuant à l'émergence d'un conflit sont classés en 3 catégories: les facteurs « structurels »; les facteurs « accélérateurs »; et les facteurs « déclencheurs ».

- 1) Les facteurs « structurels » ou appelés aussi « causes » sont ceux, comme l'exclusion politique systématique, des changements brusques de l'équilibre démographique, inégalités économiques, déclin économique et détérioration écologique, qui constituent les bases d'une situation de crise.
- 2) Les facteurs « accélérateurs » ou précipitant la situation agissent sur les facteurs structurels et amplifient leurs effets et leur importance.
- 3) Les facteurs « déclencheurs » sont des événements soudains, comme l'assassinat d'un chef politique, des élections truquées ou un scandale politique, qui agissent comme

¹ Ted Robert Gurr et Monty Marshall, "Assessing the Risks of Future Ethnic Wars," dans Ted Robert Gurr, *Peoples Versus States: Minorities at Risk in the New Century*, Washington, DC: US Institute of Peace Press, 2000.

des catalyseurs en enflammant la situation et précipitent le conflit.

Comme le schéma « bonne pratique » de FEWER l'indique ci-dessus, les analystes et les systèmes d'observation de l'information locaux sont les mieux placés pour observer et procurer des analyses sur les facteurs « déclencheurs » ou les « événements catalyseurs » susceptibles de précipiter l'avènement du conflit dans des situations à haut risque. Au sein de FEWER, le CIFP est le mieux placé pour fournir des informations et des analyses portant sur le niveau « structurel », afin d'estimer le degré de risque de conflit en contexte de pays donnés et d'évaluer si les variations des indicateurs de performance d'un pays (tels que la croissance ou le déclin économique) augmentent ou atténuent la gravité de ce même risque.

Dans ce cadre, le mot « risque » indique que les conditions nécessaires à la possibilité d'un conflit sont présentes. L'évaluation des risques a par conséquent pour objectif de développer la connaissance des causes et de leurs effets spécifiques. Étant donné que la variable principale de l'évaluation des risques du CIFP est « la potentialité d'un conflit », ces causes peuvent par exemple être « facteurs de conflit » ou « facteurs de paix », ayant soit des effets négatifs (comme l'avènement d'un conflit ou l'escalade de la violence) ou positifs (comme la cessation ou la réduction d'intensité d'un conflit).

Afin d'évaluer les conditions sous-jacentes à la potentialité d'un conflit, il est nécessaire d'identifier un ensemble d'indicateurs qui sont en relation les uns avec les autres. Souvent une crise n'a pas une seule et unique origine. De plus, les différentes causes qui contribuent à l'avènement d'un conflit varient en importance; il arrive que parfois les variables se complètent alors que d'autres fois elles se neutralisent. L'analyse de la potentialité d'un conflit nécessite donc une estimation de l'importance relative des différents facteurs et de leur relation réciproque.

La sélection des indicateurs structurels pour les rapports du CIFP sur l'évaluation des risques s'est faite selon un certain nombre de facteurs. Cette sélection a été largement basée sur les résultats du travail effectué par FEWER en collaboration avec les analystes locaux et sur leur compréhension du type d'informations nécessaires à une bonne évaluation de la potentialité de conflit.² De plus, certains indicateurs ont été inclus de par leur réputation dans la littérature spécialisée d'être de bons indicateurs de crise.³

Les indicateurs structurels inclus dans les rapports du CIFP sur l'évaluation des risques se confrontent à neuf domaines étroitement liés identifiés comme « domaines d'inquiétude » potentiels. Ces domaines sont les suivants : Histoire des conflits armés; gestion des affaires publiques et instabilité politique; militarisation; hétérogénéité de la population; problèmes

² Voir, par exemple, « Conflict and Peace Analysis and Response (CAPAR) Manual » écrit par FEWER (Juillet 1999), qui comprend un ensemble recommandé d'indicateurs identifiés par l'Africa Peace Forum, entre autres. Voir aussi « Conflict and Peace Indicators: Caucasus » (Octobre 2000), une étude de FEWER sur les indicateurs basés sur des rapports provenant des agences FEWER dans le Caucase. Également, le West Africa Network for Peacebuilding (WANEP), l'agence FEWER en Afrique de l'Ouest, a récemment sorti un ouvrage, « Preventive Peacebuilding in West Africa » (Octobre 2000), une adaptation spécifique aux régions du manuel FEWER CAPAR, comprenant aussi des recommandations concernant des indicateurs.

³ Voir en particulier: Daniel C. Esty, Jack A. Goldstone, Ted Robert Gurr, Barbara Harff, Marc Levy, Geoffrey D. Dabelko, Pamela T. Surko, et Alan N. Unger, « State Failure Task Force Report: Phase II Findings, » Science Applications International Corporation, McLean, VA (1998); Luc van de Goor et Suzanne Verstegen, « Conflict Prognosis: A Conflict and Policy Assessment Framework, Part Two, » Discussion Paper, Clingendael Institute, La Hague (2000).

démographiques; performance économique; développement humain; problèmes environnementaux; et liens internationaux. Le Tableau 1 cite un certain nombre d'exemples pour chaque « domaine problématique » et donne des indicateurs spécifiques pouvant être utilisés afin d'évaluer la gravité relative des problèmes.

Tableau 1: Domaines problématiques

Domaines problématiques	Exemples de problèmes	Indicateurs principaux
Histoire de conflits armés	<ul style="list-style-type: none"> Indique la présence d'une culture politique conflictuelle, et un risque élevé que les parties se servent de la violence pour exprimer leurs griefs Indique l'incapacité de l'État à résoudre des conflits par ses propres institutions, et que les forces armées sont plus inclinées à s'engager dans des combats politiques. Indique que l'État a peu de capacité à fournir une sécurité de base, ce qui pourrait entraîner chez les citoyens une perte de confiance dans les institutions ainsi que dans la légitimité de l'État. Des réfugiés ou des personnes déplacées issues de conflits dans le passé ou d'un conflit actuel peuvent déstabiliser des régions et des pays affectés, ce qui peut entraîner des problèmes plus importants. 	<ul style="list-style-type: none"> Histoire de conflits armés, incluant le nombre de morts annuelles liées aux conflits Nombre de réfugiés engendrés Nombre de réfugiés reçus, de personnes déplacées dans le pays ou autres populations menacées
Gouvernement et instabilité politique	<ul style="list-style-type: none"> Le manque d'institutions politiques représentatives et responsables permettant de faire connaître des griefs peut augmenter le risque que des conflits violents éclatent Des états en transition ont plus de chance de connaître des changements brusques ou violents, tout comme les démocraties précaires ou nouvelles La dénégation des libertés civiles et politiques, telles que la liberté d'expression, de réunion et d'association, ou la censure des médias augmente la possibilité de l'utilisation de la violence pour exprimer des différences d'opinions La corruption endémique des hommes politiques peut engendrer une perte de confiance des citoyens envers les institutions de l'État 	<ul style="list-style-type: none"> Degré de démocratie Durabilité du régime (nombre d'années depuis un changement de régime) Restrictions des droits civils et politiques Restrictions de la liberté de la presse Degré de corruption
Militarisation	<ul style="list-style-type: none"> Des dépenses militaires excessives peuvent indiquer la militarisation générale de l'État ainsi que l'implication militaire potentielles accrue dans le domaine politique Des dépenses militaires excessives diminuent l'investissement dans les secteurs sociaux, indiquant ainsi que l'État concentre ses priorités sur une solution militaire plutôt que d'essayer de trouver aux crises potentielles des solutions qui contribueraient au développement du pays, ce qui peut à son tour agir sur la légitimité de l'État 	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses militaires Dépenses militaires (% du PIB) Par de dépenses militaires de la région Le total des forces armées Forces armées pour 10,000 personnes

	<ul style="list-style-type: none"> • Des fluctuations dans les dépenses militaires peuvent donner naissance à des tensions ou provoquer de la rancœur parmi les forces armées • Des changements dans les dépenses militaires ainsi que dans les importations/exportations d'armes peuvent déstabiliser l'équilibre des forces d'une région 	
Hétérogénéité de la population	<ul style="list-style-type: none"> • Le risque de tensions ou de clivages est potentiellement plus élevé parmi des groupes dont la religion et les origines ethniques diffèrent • Les attentes et demandes de groupes divers et souvent rivaux ne font que compliquer encore plus les problèmes de gouvernement • La perte historique de l'autonomie d'un ou des groupes peut motiver des protestations ethno-politiques ainsi que des mouvements de sécession • Des inégalités politiques ou économiques entre des groupes peut engendrer une mobilisation communautaire ou séparatiste et augmenter les chances d'avoir recours au conflit • La restriction de pratiques culturelles spécifiques à certains groupes limite la possibilité pour ces groupes d'exprimer leurs griefs pacifiquement • Plus l'identité d'un groupe est forte, plus la chance qu'il se mobilise est grande • Un soutien extérieur à des groupes communautaires peut déterminer de façon majeure l'ampleur des rebellions ethno-politiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversité ethnique • Diversité religieuse • Risque de rébellion ethnique <ol style="list-style-type: none"> 1. Perte d'autonomie 2. Discrimination économique 3. Discrimination politique 4. Discrimination culturelle 5. Niveau de perception d'identité ethnique 6. Mobilisation des organismes militants 7. Soutien de groupes apparentés
Problèmes démographiques	<ul style="list-style-type: none"> • Une forte densité et un fort taux de croissance démographique peuvent accentuer les risques de conflit en intensifiant la compétition pour les ressources physiques et sociales • Les conditions économiques peuvent provoquer une migration vers les centres urbains, augmentant ainsi le fardeau pour les services municipaux et aggravant la pénurie et les conditions de vie en milieu urbain • Les populations jeunes et sans emploi peuvent se révéler politiquement versatiles et enclines à la violence et font bien moins confiance aux institutions politiques et à l'autorité 	<ul style="list-style-type: none"> • Population totale • Taux de croissance démographique • Densité de la population • Population urbaine (% du total) • Taux de croissance de la population urbaine • Forte proportion de jeunes dans la population
Performance économique	<ul style="list-style-type: none"> • Le déclin économique (incluant la baisse des revenus, l'inflation, l'effondrement du taux de change et la baisse des investissements étrangers) peut avoir une incidence sur les conditions de vie matérielle et peut amplifier l'insatisfaction des citoyens envers leur gouvernement, ou peut faire en sorte que les minorités économiquement privilégiées soient tenues responsables de la situation économique • De lourdes dettes peuvent restreindre les dépenses au niveau social, attisant ainsi le mécontentement du peuple ou d'autres préconditions qui mènent au conflit • Une faible contribution au commerce 	<ul style="list-style-type: none"> • PIB • Taux de croissance du PIB (% annuel) • PIB par habitant • Taux d'inflation • Taux de change • Investissements étrangers • Remboursement de la dette • Ouverture des marchés (part [%] du commerce dans le PIB) • Score d'inégalité (Coefficient GINI)

	<p>international est associé à un risque plus élevé de déliquescence de l'État puisque les facteurs entravant la participation au commerce international et les investissements étrangers (tels que la corruption et la faiblesse des infrastructures) constituent également un risque de crise politique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un fort niveau d'inégalité économique peut contribuer à la fragmentation sociale et nuire à la légitimité de l'État 	
Développement humain	<ul style="list-style-type: none"> • Des conditions de vie matérielle précaires sont fortement en corrélation avec d'importants risques de conflits et de déliquescence de l'État; la pauvreté est une des causes fondamentales de dissensions civiles • Une lacune ou un appauvrissement des services publics tels que les services de santé, l'éducation, la salubrité de l'eau et l'hygiène publique témoigne de la faible capacité de l'État à distribuer et allouer les services vitaux, ce qui peut affaiblir la confiance des citoyens en l'État et conduire à l'instabilité politique et l'agitation sociale • Des attentes non comblées dans les domaines de l'éducation ou de l'amélioration sociale augmentent le mécontentement des citoyens ainsi que la probabilité et la gravité de dissensions civiles 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux points d'eau aménagés • Accès à des équipements sanitaires appropriés • Espérance de vie • Taux de mortalité infantile • Taux de mortalité maternelle • VIH/SIDA • Taux de scolarisation dans le primaire • Taux de scolarisation dans le secondaire • Enfants au travail
Problèmes environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> • La dégradation et l'épuisement des ressources renouvelables peuvent avoir pour effets un ralentissement de la croissance et de la productivité économiques ainsi que la pauvreté et les migrations; ces effets sont à la base de l'instabilité politique et sociale • La pénurie de ressources naturelles peut engendrer une augmentation des demandes et/ou une mauvaise répartition des ressources ce qui accroît les chances d'avoir recours au conflit • Les facteurs environnementaux réagissent fortement en fonction des changements démographiques tels qu'une augmentation de la population et de la densité, et les situations de manque risquent d'aviver les disparités déjà présentes entre des groupes ou dans certaines régions 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de déforestation • Population par km carré sur terre cultivable • Accès à l'eau potable
Liens internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Des pays ayant moins de relations diplomatiques, politiques, commerciales ou culturelles avec des organisations régionales ou des pays voisins ont moins de chance de profiter des avantages d'une alliance constructive avec des intervenants extérieurs dans des domaines comme l'aide au développement, la médiation ou le soutien au processus de paix • La participation aux régimes et organisations internationaux peut aider à faire baisser l'insécurité en codifiant des processus et des règles générales permettant de résoudre pacifiquement des différends 	<ul style="list-style-type: none"> • Adhérence aux organismes régionaux et internationaux, incluant: <ol style="list-style-type: none"> 1. Organisations économiques 2. Alliances militaires/de sécurité 3. Organismes de l'ONU 4. Organismes à buts multiples 5. Organismes divers • Conflits entre pays, incluant: <ol style="list-style-type: none"> 1. Conflits territoriaux et à cause des ressources 2. Conflits politiques et culturels • Fréquence des conflits armés à travers la région

	<ul style="list-style-type: none"> • De fréquents ou intenses conflits politiques ou territoriaux entre les états peuvent menacer la sécurité de la région • La fréquence de conflits armés dans les états voisins peut porter atteinte à la stabilité régionale de par les flots de réfugiés traversant la frontière, les mouvements des forces rebelles ou de par une contribution à l'économie de guerre régionale • L'existence fréquente de régimes non démocratiques ou de transition à travers une région peut avoir un impact sur la sécurité nationale de par un risque élevé d'instabilité dans cette région 	<ul style="list-style-type: none"> • Sortes de régimes courants à travers la région
--	---	--

Par conséquent, le CIFP mesure le degré de « risque » d'un pays en fonction de son « instabilité structurelle ». « L'instabilité structurelle » est considérée comme élevée lorsqu'un pays a une histoire de conflits armés persistante, est politiquement instable ou a des institutions politiques répressives ou non représentatives, est lourdement militarisé, lorsque la population est hétérogène et divisée, lorsqu'un pays est confronté à des problèmes démographiques ou environnementaux considérables, a connu de mauvaises performances économiques et un faible niveau de développement humain, et est en prise avec la communauté internationale d'une façon qui porte atteinte plutôt qu'elle ne contribue à un règlement pacifique d'un conflit.

D'autre part, la « stabilité structurelle » est considérée élevée dans les pays qui ont su développer des institutions politiques démocratiques stables, qui respectent les droits fondamentaux de la personne, qui ont réussi à régler leurs différends sans avoir recours à la violence, qui investissent une part moins importante au budget militaire, des pays dans lesquels il y a une absence de clivages ethniques ou religieux profonds ainsi que de problèmes démographiques, les pays qui ont atteint un niveau de développement économique stable et des conditions sociales et environnementales saines et enfin qui ne sont pas inquiétés par de sérieuses menaces extérieures.

RENDRE LES INDICATEURS OPÉRATIONNELS : « L'INDICE DE RISQUE » DU CIFP:

Le CIFP évalue les risques d'un pays grâce à un indice de risque par pays. Plus l'indice est élevé, plus le pays est confronté à un risque de conflit. Afin de déterminer cet indice, on fait la moyenne pondérée des neuf indicateurs composés correspondant aux neuf domaines problématiques mentionnés plus haut : conflits armés; gestion des affaires publiques et instabilité politique; militarisation; hétérogénéité de la population; problèmes démographiques; performance économique; développement humain; problèmes environnementaux; et liens internationaux. On calcule chaque indicateur en faisant la moyenne des points de chaque risque pour un certain nombre de principaux indicateurs pour chaque domaine problématique (3^e colonne, Tableau 1). La pondération de chaque indicateur composé est discutée ci-dessous.

Ces principaux indicateurs sont eux-mêmes évalués en fonction de trois systèmes de points distincts : la performance du pays pour un indicateur donné relatif à d'autres pays (score global); l'évolution d'un indicateur donné, que celui-ci s'améliore, empire ou reste stable (score de tendance); et le degré de fluctuation de la performance d'un pays pour un

indicateur donné (score de versatilité). (Annexe A contient les scores pour tous les indicateurs principaux dans chacune des neuf catégories de l'indice de risque).

i) Score global:

« La potentialité d'un risque » est une expression relative qui trouve une signification seulement en fonction de la performance d'un pays et son risque vis à vis d'autres pays dans le système international. Par conséquent, chaque indicateur est converti en une échelle de neuf points sur la base de sa performance relativement à celle d'un échantillon global de pays. Cet échantillon global de pays est classé par ordre décroissant de niveau de performance, divisé en neuf catégories égales puis on assigne aux pays un score allant de 1 à 9 en fonction de leur rang dans l'échantillon. Cette procédure de pointage a pour objectif de faciliter l'identification de domaines d'inquiétude clés et se pose comme un moyen d'attirer l'attention sur des domaines d'inquiétude potentiels.

En général, un score élevé (de 7 à 9) indique que le pays a de mauvais résultats par rapport à d'autres pays (c'est-à-dire un grand nombre de conflits armés, un gouvernement autocratique, une faible performance économique et un faible niveau de développement humain) ou que le classement d'un pays est une source d'inquiétude (c'est-à-dire qu'il existe une très forte proportion de jeunes dans la population, une insatisfaction importante des jeunes et/ou un fort taux de diversité ethnique). Un score plus faible (de 1 à 3) indique que le pays a de bons résultats par rapport aux autres pays (c'est-à-dire peu ou pas de conflits armés, un gouvernement démocratique, une forte performance économique, un fort taux de développement humain) ou que le classement d'un pays n'est pas une grande source d'inquiétude (c'est-à-dire pas de forte proportion de jeunes, pas d'insatisfaction des jeunes, un faible taux de diversité ethnique). Des scores allant de 4 à 6 indiquent des performances moyennes avoisinant la moyenne globale.

Puisque la performance relative d'un pays peut varier de façon significative d'une année sur l'autre (à cause de chocs économiques, par exemple) les moyennes pour les scores globaux sont calculées sur cinq ans. Les cinq années les plus récentes disponibles dans l'ensemble des données du CIFP sont utilisées pour ce dernier indice (en général 1996 à 2000). Le score global (de 1 à 9) forme « l'échelle de base » à partir de laquelle chacun des scores des indicateurs de risques est calculé. (Voir Tableau 2, Colonne 1).

ii) Score de tendance:

En plus d'une mesure relative de la performance d'un pays au sein du système international, une évaluation des risques exige également que l'on considère le développement complet de la performance d'un pays que l'on peut observer à travers ses changements au cours des ans. Une dégradation ou une amélioration donne indication sur les chances de la performance d'un pays pour un indicateur donné de contribuer à l'avènement d'un conflit (c'est-à-dire l'augmentation des restrictions des droits civils et politiques, la dégradation des conditions économiques, l'augmentation des problèmes démographiques ou environnementaux) ou au contraire de diminuer les chances de conflit (c'est-à-dire un plus grand respect pour les droits civils et politiques, l'amélioration des conditions économiques, la diminution des problèmes démographiques ou environnementaux).

Bien que les deux tendances à court et à long terme soient toutes deux pertinentes afin d'évaluer les changements de performance d'un pays, le calcul des risques du CIFP se base sur les tendances à court terme (cinq ans) étant donné qu'elles sont censées avoir un impact plus immédiat et déterminant sur les processus de développement d'un conflit. Le CIFP calcule une tendance en se basant sur une ligne de régression « least squares » idéale et linéaire où l'inclinaison de la ligne de tendance (qu'elle soit positive, négative ou égale à zéro) sert d'indicateur quant au sens des changements. Le score du calcul de la tendance modifie l'échelle de base en ajoutant une valeur de 1 à l'échelle de base si l'inclinaison est négative, c'est-à-dire si la situation se dégrade, et en enlevant un point à l'échelle de base si l'inclinaison est positive, c'est-à-dire si la situation s'améliore. Dans le cas où l'inclinaison est égale à zéro, l'échelle de base n'est pas modifiée. (Voir Tableau 2, deuxième colonne).

iii) Score de versatilité:

Alors que le calcul de la tendance mesure si la tendance à court terme d'un indicateur donné s'améliore, se dégrade ou reste stable, une seule tendance linéaire peut masquer de fortes variations quant à la performance d'un pays. C'est pour cela que le calcul du CIFP comprend une troisième donnée, la « versatilité », qui mesure le degré de variation depuis la ligne de tendance idéale linéaire. Le degré de versatilité est un élément fondamental pour le calcul de l'évaluation des risques, puisque les fluctuations d'un indicateur donné (c'est-à-dire régimes en transition, influx massif d'immigrés, fluctuation des dépenses militaires ou investissements directs étrangers) peuvent avoir un effet profondément déstabilisant et augmenter de façon aiguë les chances de conflits.

Bien que différentes mesures statistiques pourraient être utilisées dans le but de calculer les variations, le CIFP a opté à ce stade pour l'utilisation d'une estimation qualitative du degré de versatilité, basée sur l'observation année après année, sur une période de cinq ans, des écarts de la tendance par rapport à la ligne de tendance idéale linéaire. Comme pour la tendance, la versatilité modifie l'échelle de base en ajoutant deux points à la base si le taux de versatilité est considéré comme « élevé » et en ajoutant un point à l'échelle de base si le taux de versatilité est considéré comme « modéré ». (Voir Tableau 2, colonne 3). En cas d'absence ou de faible versatilité, l'échelle de base n'est pas modifiée.

Tableau 2: Calcul de pointage des risques pour les principaux indicateurs

Score Global ⁴ (Échelle de base)	Tendance (Modificateur)	Versatilité (Modificateur)	Score d'indicateur de risque (Somme)
Inquiétude élevée 9 8 7	Dégradation +1	Forte +2	Très haut risque 12 11 10
	Aucun changement 0	Modérée +1	
	Amélioration -1	Stable 0	
Inquiétude modérée 6 5 4			Haut risque 9 8 7
Inquiétude faible 3 2 1			Risque modéré 6 5 4
<p>⁴ On a attribué une couleur aux scores globaux et leurs scores d'indicateur de risques en fonction de l'importance du risque. Pour ce faire, on a basé le système des couleurs sur les feux de circulation : 1-3 = risque faible (vert); 4-6 = risque modéré (jaune); 7-9 = haut risque (rouge).</p>			
<p>Country Indicators for Foreign Policy (CIFP) Project, August 2001 The Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University</p>			

			Risque faible	3
				2
				1
				0

iv) La Pondération des neuf indicateurs:

Comme le Tableau 2 l'indique, le pointage d'indicateurs des risques note sur l'échelle de 13 points (de 0 à 12) par chaque indicateur principal dans chacun des neuf domaines problématiques. Afin de déterminer des indicateurs pour chacun de ces domaines, on fait la moyenne des principaux indicateurs pour chaque domaine. On fait ensuite la moyenne des points de ces neuf indicateurs afin de déterminer un indice de risque général par pays. Cependant, afin d'élaborer plus amplement l'impact relatif de chacun de ces domaines problématiques sur le processus de développement d'un conflit dans un pays, on attribue des coefficients aux indicateurs composés. Le CIFP détermine ces coefficients en se basant sur ce qui a été conclu sur les relations de cause à effet entre les domaines problématiques.⁵

Étant donné qu'il y a neuf domaines problématiques qui peuvent en théorie être mis en relation les uns aux autres, il existe un maximum de 72 liens potentiels. Par conséquent, le coefficient attribué à chaque indicateur est basé sur le nombre de rapports de causalité directe qu'il a en théorie avec les autres, ce qui reflète la magnitude de chaque domaine problématique sur le risque de conflit en général. Lorsque aucun rapport de causalité est posé, les effets sont considérées comme indépendants. Notons que, afin de préserver la clarté de l'indice des risques du CIFP, on ne prend en considération que les relations de causalité directe pour le calcul des coefficients des indicateurs et qu'aucun effort n'a été fait afin d'incorporer des liens indirects dans le calcul des risques (ce qui aurait multiplié le nombre de rapports de causalité de façon exponentielle). Le Tableau 3 décrit ces liens théoriques et établit une liste des coefficients. La Figure 2 représente par un graphique ces rapports et ces coefficients.

Tableau 3: Pondération des indicateurs basée sur leurs liens

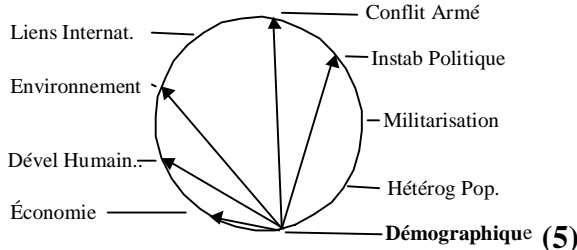
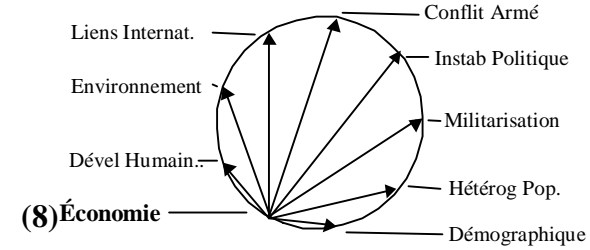
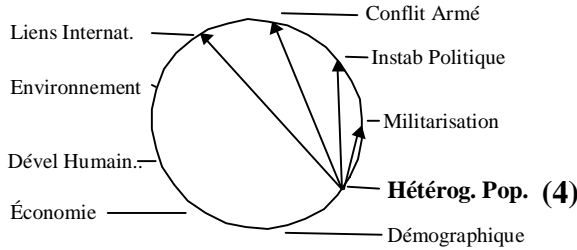
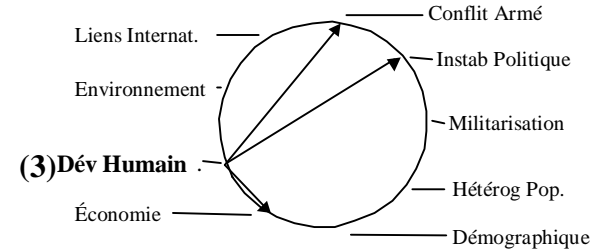
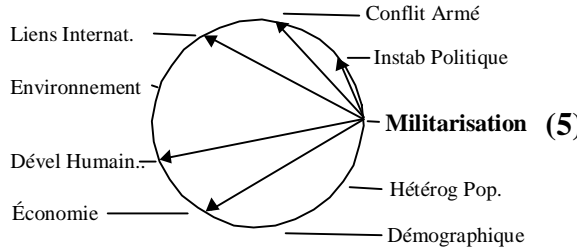
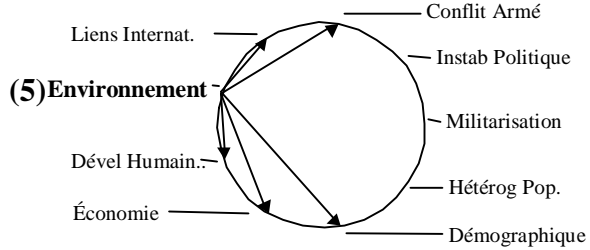
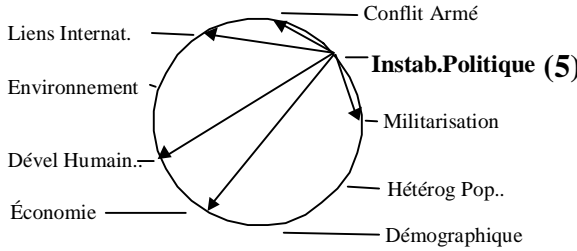
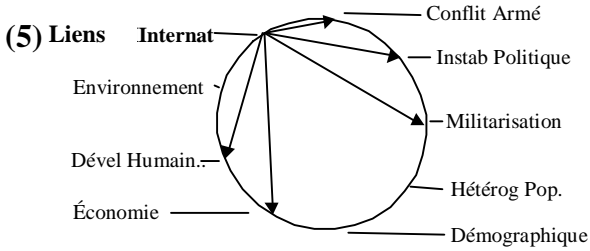
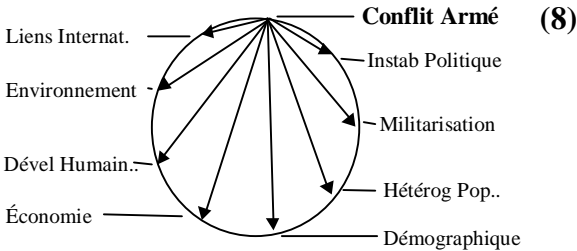
Domaines problématiques	Liens
-------------------------	-------

⁵ Voir Patrick James et Michael Brecher. Crisis and Change in World Politics. (1986 Westview Press, Boulder).

Histoire de conflits armés (Coefficient = 8)	<p>Des conflits armés peuvent directement avoir une incidence sur un état et augmenter le niveau (1) <u>d'Instabilité politique</u> et créer ou aggraver des problèmes de gestion des affaires publiques. Les conflits armés peuvent aussi avoir un impact sur (2) <u>la Militarisation</u> lorsque ces conflits armés mènent à des dépenses militaires excessives et entraînent un pays à consacrer une part disproportionnée de son budget pour les dépenses militaires. Les conflits armés affectent (3) <u>l'Hétérogénéité de la population</u> au point que les différends (ethniques ou autres) dans une société deviennent sévères et profondément ancrés dans la guerre. Les conflits armés affectent (4) <u>la Performance économique</u> et (5) <u>le Développement humain</u> puisque la part du budget allouée pour alimenter le conflit peut entraîner un accroissement du marché noir de la corruption et le déclin des revenus. Les conflits armés peuvent également provoquer une instabilité économique, l'augmentation de l'inflation et le déclin des investissements étrangers, ce qui a une incidence sur le niveau de vie. Une guerre qui se prolonge peut provoquer (6) <u>des Problèmes démographiques</u> et des déséquilibres à cause de son impact sur les ratios des genres et la distribution des âges dans la population. La guerre peut aussi causer (7) <u>des Problèmes environnementaux</u> en causant directement des dommages aux réserves de ressources naturelles et en exploitant outre-mesure ces ressources pour alimenter le conflit. (8) <u>Les Liens internationaux</u> sont également directement affectés par les conflits armés. Le conflit peut s'étendre aux états voisins, ébranlant ainsi la sécurité de la région et rendant nécessaire une intervention extérieure.</p>
Gestion des affaires publiques et instabilité politique (Coefficient = 5)	<p>Les structures d'un régime peuvent contribuer de façon directe à l'avènement potentiel (1) <u>d'un Conflit armé</u> si la politique de ce régime favorise certaines régions et certains groupes ethniques plutôt que de distribuer largement ses bienfaits. L'instabilité politique peut également fournir l'occasion à certains groupes révolutionnaires ou sécessionnistes d'essayer d'apporter des changements par la force. Des régimes fortement autoritaires maintiennent souvent (2) une forte <u>Militarisation</u> afin d'affirmer leur contrôle politique. Les gouvernements peu efficaces, kleptocratiques ou déçus ont peu de chances d'engendrer l'environnement macroéconomique et fiscal nécessaire à (3) une <u>Performance économique</u> solide ou d'apporter les services publics tels que l'éducation et un système de santé, ce qui nuit au (4) <u>Développement humain</u>. (5) <u>Les Liens internationaux</u> sont directement affectés par les problèmes de gestion des affaires publiques et d'instabilité politique puisque les gouvernements démocratiques stables sont plus portés à adhérer aux normes internationales actuelles prônant la réciprocité et les négociations pacifiques.</p>
Militarisation (Coefficient = 5)	<p>Une forte militarisation et la généralisation des armes (en particulier les armes de petit calibre et les armes légères) augmentent l'inclination des parties, y compris les forces armées, d'avoir recours au (1) <u>Conflit armé</u>. Des dépenses militaires excessives peuvent également indiquer une militarisation de l'État et la possibilité d'une implication de l'armée plus importante dans les affaires de l'État, ce qui entraîne (2) <u>des Problèmes d'instabilité politique et de gestion des affaires publiques</u>. D'importantes dépenses militaires peuvent entraîner une réduction des dépenses dans des secteurs sociaux capitaux et productifs, ce qui affecte à la fois (3) <u>la Performance économique</u> et (4) <u>le Développement humain</u>. Un changement brusque dans les dépenses militaires peut bouleverser l'équilibre des forces de la région et ainsi perturber (5) <u>les Liens internationaux</u>.</p>
Hétérogénéité de la population (Coefficient = 4)	<p>L'hétérogénéité de la population peut perturber (1) <u>la Gestion des affaires publiques et l'instabilité politique</u> en créant ou en amplifiant les demandes et les attentes de groupes rivaux, et en stimulant l'émergence de groupes sécessionnistes défiant l'intégrité territoriale de l'État. L'hétérogénéité de la population influence (2) <u>les Conflits armés</u> et (3) <u>la Militarisation</u> car elle intensifie la probabilité de tensions et de clivages qui peuvent déclencher des conflits violents et justifier l'intervention de l'armée. (4) <u>Les Liens internationaux</u> sont perturbés de façon directe par l'hétérogénéité de la population puisque les conflits et les clivages ethniques peuvent servir d'exemple ou s'étendre aux états voisins, bouleversant ainsi la stabilité dans la région.</p>

Problèmes démographiques (Coefficient = 5)	<p>Une forte densité ou un fort taux de croissance de la population peuvent aggraver (1) <u>les Problèmes environnementaux</u> en intensifiant la compétition pour les ressources naturelles. (2) <u>La Performance économique</u> et (3) <u>le Développement humain</u> sont également perturbés par une forte population qui pèse lourdement sur les services locaux et qui entraîne ainsi un accroissement de la pénurie et dégrade les conditions de vie. Une population jeune et inactive peut changer rapidement d'opinion politique et être encline à la violence, bouleversant ainsi (4) <u>la Stabilité politique</u> et augmentant les chances (5) <u>d'un conflit armé</u>.</p>
Performance économique (Coefficient = 8)	<p>De mauvaises conditions économiques peuvent entraîner un mécontentement de la population et contribuer au déclenchement (1) <u>d'un Conflit violent</u> et à l'émergence de (2) <u>Problèmes d'instabilité politique</u> et de <u>Gestion des affaires publiques</u>. Les écarts économiques peuvent s'accumuler au sein de certains groupes dans des pays où (3) <u>l'Hétérogénéité de la population</u> est importante, ce qui peut accentuer les clivages ethniques. La perte de revenus, l'inflation, l'effondrement du taux de change, le retrait des investissements étrangers et de fortes dettes affectent le niveau de vie ainsi que (4) <u>le Développement humain</u>. De mauvaises conditions économiques peuvent entraîner des migrations inter-régionales ou des campagnes vers la ville, créant ainsi (5) <u>des Problèmes démographiques</u> supplémentaires et contraignant les populations à se déplacer dans des zones écologiquement fragiles, empirant ainsi (6) <u>les Problèmes environnementaux</u>. La capacité d'un état à financer ses dépenses militaires dépend également directement de la performance économique de cet état, et l'irrégularité des recettes de l'État peut entraîner un soutien irrégulier des forces armées, ce qui affecte (7) <u>la Militarisation</u>. Les performances économiques et (8) <u>les Liens internationaux</u> sont aussi étroitement liés puisque la capacité d'un état à participer aux forums internationaux ou de bénéficier d'un soutien international dépend souvent de sa capacité et de sa volonté à entreprendre des réformes fiscales ou macroéconomiques.</p>
Développement humain (Coefficient = 3)	<p>De mauvaises conditions de vie et des attentes non comblées concernant des opportunités d'avancement social peuvent provoquer des soulèvements civils ou augmenter les risques de (1) <u>Conflits armés</u>. L'absence ou la dégradation des services publics tels que la santé, la salubrité de l'eau et l'accès à un équipement sanitaire peut diminuer la confiance que porte le peuple en l'État, causant ainsi des (2) <u>Problèmes de Gestion des affaires publiques et d'instabilité politique</u>. (3) <u>La Performance économique</u> est restreinte par un faible développement humain; un faible investissement dans le capital humain entrave le développement d'une main d'œuvre qualifiée, nécessaire à l'augmentation de la productivité et des revenus.</p>
Problèmes environnementaux (Coefficient = 5)	<p>La dégradation et l'épuisement des ressources renouvelables peut engendrer un ralentissement de la productivité économique et de la croissance, de la pauvreté et des mouvements migratoires, perturbant ainsi (1) <u>La Performance économique</u> et (2) <u>le Développement humain</u>. La pénurie de ressources naturelles peut aggraver (3) <u>les Problèmes démographiques</u> en causant des mouvements migratoires qui entraînent une augmentation de la demande et provoquent un déséquilibre dans la distribution, et accroît également les chances de (4) <u>Conflit armé</u> en intensifiant la compétition pour des ressources qui s'amenuisent. La pénurie des ressources peut enfin altérer et bouleverser les relations entre états, influençant ainsi directement (5) <u>les Liens internationaux</u>.</p>
Liens internationaux (Coefficient = 5)	<p>Les liens internationaux ont une influence sur (1) <u>les Conflits armés</u>, (2) <u>la Performance économique</u> et (3) <u>le Développement humain</u> car les pays entretenant moins de relations diplomatiques, politiques, économiques ou culturelles avec des organismes régionaux et des états voisins ont moins de chances de profiter d'alliances constructives avec des intervenants extérieurs dans les domaines de coopération économique, d'aide au développement, de soutien et médiation dans les processus de paix. La généralisation des conflits armés dans les états voisins peut déstabiliser (4) <u>la Gestion des affaires publiques et la stabilité politique</u> et étendre (5) <u>les Conflits armés</u> au niveau local à cause de flux migratoires frontaliers de réfugiés et de mouvements des forces rebelles.</p>

Fig 2: Liens entre domaines problématiques et leur coefficient résultant



iv) Calcul de l'indice:

Comme indiqué ci-dessus, l'indice général de risque d'un pays est calculé sur la base de la moyenne des coefficients du pointage des neuf domaines problématiques, en utilisant le schéma élaboré Tableau 3 et Figure 2. La formule pour calculer cette moyenne des coefficients est comme suit, où x_n représentent les valeurs du pointage des neuf domaines problématiques et w_n représentent leur coefficient correspondant:

$$\text{Indice général de risque} = (w_1x_1 + w_2x_2 + \dots + w_9x_9) / (w_1 + w_2 + \dots + w_9)$$

Le Tableau 4 présente les points et les taux des différents domaines problématiques ainsi que l'indice général des risques pour les pays en Afrique de l'Ouest du Bassin de la rivière Mano et la Sénégambie (Guinée, Libéria, Sierra Leone, Gambie et Sénégal). Les valeurs pour chacun des neuf indicateurs (y comprenant leur score global, score de tendance et de versatilité) sont comprises en Appendice A.⁶

Tableau 4: Calcul de l'évaluation des risques pour les régions du Bassin de la rivière Mano et de la Sénégambie

GAMBIE	Indice de risque du domaine problématique	Score du domaine problématique	Coefficient	Moyenne pondérée
Histoire de conflits armés	Risque faible	3.2	8	25.6
Gestion des affaires publiques et instabilité politique	Haut risque	6.9	5	34.4
Militarisation	Risque faible	2.3	5	11.3
Hétérogénéité de la population	Risque modéré	4.0	4	16.0
Problèmes démographiques	Risque modéré	6.4	5	31.8
Performance économique	Risque modéré	5.2	8	41.4
Développement humain	Haut risque	7.4	3	22.2
Problèmes environnementaux	Haut risque	6.5	5	32.5
Liens internationaux	Haut risque	6.6	5	33.0
Somme non pondérée		48.6		
Moyenne non pondérée (Somme non pondérée/9)		5.4		
Somme des coefficients			48	
Somme pondérée				248.9
Indice de risque (Moyenne pondérée)				Risque Modéré 5.0

⁶ Les indicateurs pour lesquels les informations ne sont disponibles que sur une année ne sont évalués qu'en fonction de leur score global, sans les modificateurs de tendance ou de versatilité. Dans ce cas, ces indicateurs sont dénommés « calcul unique » en Appendice A. Notons aussi que dans les cas où les mesures absolues et relatives sont toutes deux procurées par l'ensemble des données du CIFP, (c.-à.-d PIB et PIB / personne), seules les mesures relatives sont prises en compte pour le calcul.

GUINÉE	Indice de risque du domaine problématique	Score du domaine problématique	Coefficient	Moyenne pondérée	
Histoire de conflits armés	Risque faible	3.7	8	29.3	
Gestion des affaires publiques et instabilité politique	Haut risque	7.7	5	38.4	
Militarisation	Risque faible	2.6	5	12.8	
Hétérogénéité de la population	Risque modéré	5.3	4	21.3	
Problèmes démographiques	Risque modéré	5.6	5	28.0	
Performance économique	Haut risque	6.8	8	54.6	
Développement humain	Haut risque	7.7	3	23.0	
Problèmes environnementaux	Haut risque	7.0	5	35.0	
Liens internationaux	Risque modéré	5.6	5	28.0	
Somme non pondérée		51.8			
Moyenne non pondérée (Somme non pondérée/9)		5.8			
Somme des coefficients			48		
Somme pondérée				269.0	
Indice de risque (Moyenne pondérée)				Risque modéré	5.6

LIBÉRIA	Indice de risque du domaine problématique	Score du domaine problématique	Coefficient	Moyenne pondérée	
Histoire de conflits armés	Haut risque	7.1	8	57.1	
Gestion des affaires publiques et instabilité politique	Haut risque	7.5	5	37.6	
Militarisation	Risque modéré	4.5	5	22.5	
Hétérogénéité de la population	Risque modéré	6.0	4	24.0	
Problèmes démographiques	Risque modéré	6.3	5	31.3	
Performance économique				0.0	
Développement humain	Haut risque	7.0	3	21.0	
Problèmes environnementaux				0.0	
Liens internationaux	Risque modéré	6.2	5	31.0	
Somme non pondérée		45.6			
Moyenne non pondérée (Somme non pondérée/9)		5.1			
Somme des coefficients			35		
Somme pondérée				227.5	
Indice de risque (Moyenne pondérée)				Risque modéré	6.3

SÉNÉGAL	Indice de risque du domaine problématique	Score du domaine problématique	Coefficient	Moyenne pondérée	
Histoire de conflits armés	Risque modéré	5.4	8	43.2	
Gestion des affaires publiques et instabilité politique	Risque modéré	5.0	5	24.8	
Militarisation	Risque modéré	4.3	5	21.7	
Hétérogénéité de la population	Risque modéré	4.3	4	17.3	
Problèmes démographiques	Haut risque	6.1	5	30.7	
Performance économique	Risque modéré	5.8	8	46.4	
Développement humain	Haut risque	6.0	3	18.0	
Problèmes environnementaux	Risque modéré	5.0	5	25.0	
Liens internationaux	Risque modéré	5.0	5	25.0	
Somme non pondérée		49.3			
Moyenne non pondérée (Somme non pondérée/9)		5.5			
Somme des coefficients			48		
Somme pondérée				261.3	
Indice de risque (Moyenne pondérée)				Risque modéré	5.2

SIERRA LEONE	Indice de risque du domaine problématique	Score du domaine problématique	Coefficient	Moyenne pondérée	
Histoire de conflits armés	Haut risque	9.3	8	74.1	
Gestion des affaires publiques et instabilité politique	Haut risque	8.3	5	41.3	
Militarisation	Risque modéré	3.8	5	18.8	
Hétérogénéité de la population	Haut risque	6.7	4	26.7	
Problèmes démographiques	Risque modéré	6.1	5	30.3	
Performance économique	Haut risque	9.6	8	76.4	
Développement humain	Haut risque	7.9	3	23.6	
Problèmes environnementaux	Haut risque	8.5	5	42.5	
Liens internationaux	Risque modéré	5.4	5	27.0	
Somme non pondérée		65.4			
Moyenne non pondérée (Somme non pondérée/9)		7.3			
Somme des coefficients			48		
Somme pondérée				360.7	
Indice de risque (Moyenne pondérée)				Haut risque	7.5

RAPPORTS DU CIFP SUR L'ÉVALUATION DES RISQUES:

L'objectif de ces rapports est de fournir une analyse en profondeur des conditions structurelles d'un pays qui sont à la base de sa potentialité de conflit. Cette analyse est basée sur les indicateurs de l'indice des risques ainsi que sur des informations supplémentaires pertinentes. Les rapports et le calcul de l'indice des risques sont structurés de façon semblable, ils mentionnent les neuf domaines problématiques et leurs indicateurs principaux. À ce stade, les rapports du CIFP sur l'évaluation des risques se concentrent sur une analyse au niveau régional, en partant du principe que « la potentialité des risques » est

une expression toute relative et que le fait de concentrer les études sur la région permet non seulement d'identifier les domaines d'inquiétude au sein de pays ciblés, mais fournit également les moyens d'attribuer une priorité relative aux différents domaines d'inquiétude au niveau régional. Le CIFP produit actuellement des rapports concernant l'Afrique de l'Ouest et l'Asie du Sud Est, en portant plus particulièrement leur attention sur les pays de la région du Bassin de la rivière Mano (Guinée, Libéria, Sierra Leone) et de la Sénégalie (Gambie, Sénégal) en l'Afrique de l'Ouest et sur le Cambodge, l'Indonésie et les Philippines en Asie du Sud Est.

i) Identification et interprétation des domaines de forte inquiétude:

Le calcul de l'évaluation des risques permet d'identifier les domaines de forte inquiétude pour chaque pays ainsi que des domaines relativement prioritaires dans la région. Une façon de procéder utile afin d'identifier ces domaines problématiques est de souligner les domaines dont le score est très élevé pour les trois éléments du système de pointage, c'est-à-dire les indicateurs indiquent qu'un pays a une mauvaise performance par rapport aux autres pays (score global élevé), les indicateurs montrent que la tendance concernant la performance absolue d'un pays est en baisse (score de tendance) et/ou les indicateurs démontrent un fort degré d'irrégularité (score de versatilité). Les indicateurs individuels ayant un score élevé dans une de ces catégories, et encore plus si les scores sont très élevés dans deux catégories ou plus, ont toutes les chances d'attirer plus d'attention et d'être observés de façon plus détaillée.

Alors que le calcul d'indice des risques du CIFP procure une mesure heuristique permettant l'identification des domaines problématiques, l'objectif des rapports sur l'évaluation des risques du CIFP est de procurer une analyse et une interprétation des indicateurs à haut risque, des tendances prédominantes et des liens. Puisque le but de ces rapports est de fournir une base sur laquelle on puisse élaborer des rapports sur l'alerte rapide orientés vers une solution, l'identification ou l'interprétation des domaines problématiques, des tendances et des liens peuvent être utiles afin de concentrer l'attention de façon analytique et d'élaborer un modèle pour interpréter les résultats issus de l'observation en temps réel d'événements. De plus, elles peuvent servir de base pour établir des liens avec des instruments ou des domaines politiques particuliers afin de développer des options politiques logiques pour l'établissement de rapports d'alerte rapide ultérieurs.

L'élément analytique des rapports sur l'évaluation des risques du CIFP est extrêmement important. Alors que de nombreux indicateurs « parlent d'eux-mêmes » jusqu'à un certain point, ce n'est pas toujours le cas, et ce n'est pas toujours le cas non plus pour l'explication des données et les tendances qui ne sont pas évidentes. Les évaluations des risques du CIFP ont pour but de fournir des informations contextuelles clés, en décrivant par exemple les circonstances d'un changement de régime qui sont à la base des tendances des indicateurs de la Gestion des affaires publiques et de l'instabilité politique, où en décrivant l'impact des chocs économiques sur les indicateurs de Performance économique et ainsi de suite. L'approvisionnement d'informations contextuelles est particulièrement important pour les indicateurs dépendant d'évaluations codées précédentes de la performance d'un pays, comme, par exemple, les indicateurs de démocratie et de durabilité d'un régime tirés de l'ensemble de données « POLITY IV », la mesure du « risque de rébellion ethnique » estimée d'après l'ensemble de données « Minorities at Risk », et les indicateurs d'intensité d'un conflit estimés d'après les données de « Conflict Data Project / SIPRI ».

De plus, il est important de garder à l'esprit que des tendances ou des modèles de données similaires peuvent avoir des significations différentes dans différents pays, particulièrement si on considère leur impact potentiel sur le processus de développement d'un conflit. Par exemple, dans différents contextes, à la fois une augmentation et une réduction des dépenses militaires peuvent augmenter les chances de d'un conflit : d'un côté, une augmentation des dépenses militaires peut indiquer dans certains cas une intensification de la militarisation de l'état lorsqu'un régime tente de renforcer son contrôle politique, augmentant ainsi les chances de voir se développer des activités militantes s'opposant au régime. D'un autre côté, une diminution brusque des dépenses militaires peut provoquer des tensions ou l'amertume des forces armées, les incitant potentiellement à retirer leur soutien au régime en place. Le plus important est que ceux ou celles qui interprètent les tendances des indicateurs gardent à l'esprit les informations contextuelles spécifiques au pays considéré lorsqu'ils ou elles font leur estimation.

Il en est de même pour l'identification et l'interprétation des liens entre les différents indicateurs et les domaines problématiques. Alors que le calcul de l'évaluation des risques du CIFP incorpore un système de pondération basé sur des évaluations pré-codées des relations actuelles entre les différents domaines problématiques, les rapports d'évaluation des risques ont pour tâche d'identifier et d'explicitier ces liens en contexte (par rapport à une région ou un pays particuliers). Ainsi, alors que le calcul d'évaluation des risques énonce les liens récursifs de causalité entre les problèmes environnementaux, démographiques et la performance économique, la nature précise de ces liens—et le sens de la causalité—se manifeste fort probablement de façon différente dans différents pays.

Le Tableau 5 identifie à titre d'exemple les indicateurs du rapport régional sur l'évaluation des risques concernant les régions du Bassin de la rivière Mano et de la Sénégambie auxquels on devrait porter une attention plus particulière et pour lesquels de plus amples analyses devraient être effectuées. Cette sélection est basée sur le tableau exposé ci-dessus qui rend compte des scores des indices de risque, ainsi que sur l'idée que, lorsqu'il y a une dégradation de la tendance et /ou la versatilité est forte sur les cinq dernières années, une attention toute particulière doit être portée en analysant la dynamique de ces preuves structurelles.

Tableau 5: Comparaison des indicateurs de haut risque pour les régions du Bassin de la rivière Mano et de la Sénégambie

Pays	Domaines problématiques à haut risque	Indicateurs isolés suscitant une inquiétude toute particulière (Score élevé dans deux catégories à risque ou plus: Score global de 7-9, tendance de +1 et/ou versatilité de +2)
Guinée	Gestion des affaires publiques et instabilité politique Développement humain	Restrictions de la liberté de la presse (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) VIH/SIDA (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance)
Sierra Leone	Histoire de conflits armés Gestion des affaires publiques et instabilité politique Hétérogénéité de la population Performance économique Développement humain Problèmes	Conflit armé (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) Réfugiés engendrés (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) Degré de démocratie (Inquiétude élevée, dégradation de la tendance, versatilité forte) Durabilité du régime (Inquiétude élevée, dégradation de la tendance, versatilité forte) Droits civils / politiques (Inquiétude élevée, versatilité forte) Restrictions de la liberté de la presse (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance)

	environnementaux	Taux de croissance du PIB (Inquiétude élevée, dégradation de la tendance, versatilité forte) PIB par habitant (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) Inflation (Inquiétude élevée, dégradation de la tendance, versatilité forte) Taux de change (Inquiétude élevée, versatilité forte) Investissements directs étrangers (Inquiétude élevée, versatilité forte) Ouverture des marchés (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) VIH/SIDA (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance)
Libéria	Histoire de conflits armés Gestion des affaires publiques et instabilité politique Développement humain	Réfugiés engendrés (Inquiétude élevée, versatilité forte) Réfugiés reçus (Inquiétude élevée, versatilité forte) Taux de croissance démographique (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) Taux de croissance de la population urbaine (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) VIH/SIDA (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance)
Gambie	Gestion des affaires publiques et instabilité politique Développement humain Liens internationaux	Réfugiés reçus (dégradation de la tendance et versatilité forte) Restrictions de la liberté de la presse (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) Forte proportion de jeunes (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) VIH/SIDA (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance)
Sénégal	Problèmes démographiques Développement humain	Taux de croissance démographique (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) VIH/SIDA (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance) Scolarisation dans le secondaire (Inquiétude élevée et dégradation de la tendance)

Notons que dans le tableau ci-dessus sont mentionnées la faiblesse endémique dans la région du niveau de Développement humain, en particulier la progression rapide de l'épidémie de VIH/SIDA, ainsi que la répétition fréquente de « inquiétude forte » dans le domaine de « Gestion des affaires publiques et instabilité politique ». La région est aussi confrontée à d'importants déplacements de population, notamment de réfugiés, de réfugiés qui retournent chez eux et des personnes déplacées dans leur pays. Ces pays doivent également faire face à des défis spécifiques tels que des précédents de conflits violents au Libéria et en Sierra Leone, la dégradation des libertés civiles et politiques en Guinée et en Gambie ainsi que la forte proportion de problèmes démographiques au Sénégal.

L'identification et l'interprétation des principaux domaines d'inquiétude n'est que la première étape dans la préparation des rapports sur l'évaluation régionale des risques. Par conséquent, les analystes doivent évaluer si les données disponibles dans l'échantillon mondial sont suffisantes afin de produire une évaluation précise et trouver dans quels domaines des données complémentaires doivent être obtenues afin d'évaluer les conditions sous-jacentes. Dans certains cas, certains domaines problématiques spécifiques ne sont pas inclus dans l'échantillon mondial de données; c'est le cas, par exemple, des diamants et des armes de petit calibre en Afrique de l'Ouest.

ii) Évaluation des données complémentaires :

Alors que l'objectif des rapports sur l'évaluation des risques du CIFP est de procurer une analyse en profondeur et des évaluations basées sur le calcul de l'indice des risques et ses données, les rapports fournissent également l'occasion d'incorporer et d'évaluer des données supplémentaires pertinentes. Un aspect clé de l'actuel ensemble de données du

CIFP est qu'il incorpore uniquement des données provenant de sources fiables dont l'étendue est mondiale et dont les méthodes de recrutement des données sont les mêmes pour tous les pays à travers le temps, et ceci afin d'assurer que les données sont vraiment comparables. Ceci implique cependant qu'il manque des données pour certains pays si celles-ci ne remplissent pas les conditions de comparabilité globale, ou si elles ne sont pas assez fiables.

Le cas du Libéria sert à titre d'exemple ici. Le CIFP tire la majorité des ses données économiques de la Banque mondiale qui base ses données sur les rapports statistiques nationaux recueillis dans les bureaux nationaux de statistiques. Étant donné l'incapacité de Libéria de fournir des informations pendant la guerre civile et depuis la fin de cette guerre, la Banque mondiale fournit très peu d'informations économiques actuelles sur ce pays. Alors que des données existent bel et bien—actuellement sous la forme d'estimations, telles que celles rassemblées par le FMI en coopération avec les autorités Libériennes dans un effort d'entamer la reconstruction des rapports sur le revenu national⁷—ces informations ne sont pas prises en compte par le CIFP pour le calcul des risques et ne sont pas intégrées à l'ensemble des données du CIFP car elles ne sont pas forcément comparables à celles utilisées pour l'échantillon global du CIFP. Par conséquent, on encourage les analystes à chercher des sources d'informations régionales ou spécifiques au pays qui puissent compléter les données fournies par le CIFP, afin de combler si nécessaire le manque d'informations.

iii) Préparation des rapports sur l'évaluation des risques régionaux: (3 Éléments)

1. Vue d'ensemble du pays incluant une carte de la région	2. Analyse des neuf domaines problématiques incluant des tableaux et des graphiques représentant les données de façon comparative (environ trois pages par domaine problématique)	3. Bilan des conclusions et des évaluations générales des risques
---	---	---

⁷ Voir par exemple le IMF Staff Country Report No. 00/50 "Liberia Selected Issues and Statistical Appendix" (2000).